
YEŞİM SAĞLAM : Hadia, nous avons dépassé de trois minutes. Pouvons-nous commencer ou voulez-vous attendre une confirmation finale ?

HADIA EL MINIAWI : D'accord. Donnez-moi une minute, nous allons commencer.

YEŞİM SAĞLAM : Bonjour, bon après-midi, bonsoir à tous, bienvenue à la Journée de l'acceptation universelle à AFRALO pour 2024, la session 1 qui a lieu aujourd'hui le mercredi 24 avril 2024 à 17 h UTC. Nous n'allons pas faire l'appel car nous n'avons pas beaucoup de temps. Pour toutes les personnes au téléphone ou sur l'Internet, sachez que cette réunion va être enregistrée.

Veillez, s'il vous plaît, mettre vos lignes en sourdine à moins que vous parliez. Donnez votre nom quand vous prendrez la parole, pas seulement pour la transcription, mais aussi pour l'interprétation. Nous avons aujourd'hui de l'anglais et du français. Merci de vous joindre à nous.

Maintenant, je voudrais passer la parole à Hadia El Miniawi, la présidente de l'AFRALO. À vous, Hadia. Merci beaucoup.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

HADIA EL MINIAWI :

Merci Yeşim.

Je suis très heureuse que nous soyons tous ensemble aujourd'hui pour cette Journée de l'acceptation universelle AFRALO. C'est la première séance et il y en aura deux. Aujourd'hui, nous allons faire une formation qui sera faite par Simon qui est le spécialiste de l'engagement technique régional pour l'ICANN. Nous allons parler de la stratégie de l'adoption de l'AU. Cette stratégie va pouvoir guider les membres d'AFRALO, qu'ils soient ALS ou membres individuels. Nous allons pouvoir vous aider dans la promotion et l'adoption de l'acceptation universelle sur le continent africain.

Sans plus attendre, je vous souhaite la bienvenue une fois de plus et je vais passer la parole à Simon qui va commencer avec la formation. Ensuite, nous parlerons de l'adoption et de la stratégie.

SIMON MAYOYE :

Merci Hadia.

Bonjour à tous, bonsoir. Je m'appelle Simon Mayoye, comme on l'a déjà dit, de l'ICANN, je suis spécialiste de l'engagement technique. C'est un plaisir d'être ici avec vous et de voir que beaucoup de personnes se sont jointes à nous. Nous allons

parler non seulement de la conscience de l'acceptation universelle, mais de l'adoption de l'acceptation universelle. Cela a coûté beaucoup d'énergie à la communauté et beaucoup de temps pour pouvoir justement amener cette prise de conscience ou faire ces sensibilisations vis-à-vis des organisations gouvernementales et le reste des utilisateurs de l'Internet. Il s'agit de quelques deux milliards de personnes. Nous allons rentrer dans le cœur du sujet et parler de l'adoption. Prochaine diapo, s'il vous plaît.

Qu'est-ce que l'on appelle le quoi, le qui et le comment ? Ce que nous voudrions faire, c'est d'accomplir l'acceptation universelle et de savoir comment nous allons l'adopter après avoir fait toutes ces sensibilisations à ce sujet. Nous allons passer de la sensibilisation à l'utilisation de l'UA à l'adoption de l'UA. Une fois de plus, nous voulons pouvoir évaluer l'état des lieux et savoir où nous allons aller dans l'avenir.

Quand on parle de l'acceptation universelle, on doit pouvoir parler des adresses e-mail et des noms de domaine. Nous voulons nous assurer que toutes les applications de logiciels soient prêtes à soutenir les domaines et les adresses e-mail. L'impact est centré sur les utilisateurs finaux et sur le choix des consommateurs. Nous voulons améliorer la concurrence pour que tous les commerces et les personnes aient accès à toutes les frontières. Prochaine diapo, s'il vous plaît.

Nous voulons savoir ce qui se produit. Nous parlons d'évolution du DNS et de l'expansion. Nous avons tout ce qu'il y a avant 2009, nous avons les TLD génériques. Après 2009, nous avons les ccTLD d'IDN et ces TLD. Et à partir de 2012, nous avons les nouveaux gTLD, nous avons des domaines tels que .technology, .photography, .london, par exemple. Ensuite, nous avons les gTLD d'IDN dans des scripts locaux afin que tout le monde puisse être présent et inclus sur l'Internet.

Nous avons des systèmes préalables qui opéraient avant l'arrivée des nouveaux gTLD et des ccTLD d'IDN. Maintenant, les systèmes pourraient soutenir ces langues locales et ces e-mails. En même temps, ces systèmes vont pouvoir soutenir les anciens et les nouveaux de noms de domaine et les e-mails. Prochaine diapositive, s'il vous plaît.

Maintenant, qu'est-ce qu'on appelle le mauvais, si on peut dire ? J'ai mis une petite note qui dit « à mettre à jour » sur la diapo. Attendez, il faut que je règle mes écouteurs. La raison pour cela et j'espère qu'Hadia m'écoute... Yeşim, vous m'entendez aussi ?

YEŞİM SAĞLAM : Oui, je vous entends.

HADIA EL MINIAWI : Oui, je vous entends aussi.

SIMON MAYOYE :

Ce que je voulais dire, c'est que j'appelle cela les mauvais points. Et j'ai marqué « à être mis à jour » parce que ce questionnaire qui a été fait en 2020, nous savons que nous n'avons pas vu beaucoup de changements. Malgré tout, nous avons eu quelques améliorations, mais on voit qu'il y avait une certaine préparation.

Si on regarde les serveurs courriel qui sont potentiellement configurés pour soutenir les adresses en langue locale et en script local, on réalise que le pourcentage est très bas. Quand on fait un échantillonnage sur à peu près 1 000 sites Web au niveau mondial, on voit que le soutien des adresses e-mail dans des langages spécifiques, par exemple l'arabe et le chinois, on voit que le pourcentage était très bas. On voit qu'il y a tout de même 98,3 % des sites au niveau mondial qui soutenaient les courriels sur la liste des TLD courts. C'est ce qu'on appelle la mauvaise note, si vous voulez, parce qu'il nous faut que ces chiffres augmentent. Si l'on ne travaille pas là-dessus, on voit qu'il y a beaucoup de gens qui sont exclus et qui ne peuvent pas profiter de ce dont nous profitons sur l'Internet. Prochaine diapo, s'il vous plaît.

Nous avons des défis. Si vous voyez ce questionnaire et ces résultats, vous voyez, nous avons des défis vis-à-vis de

l'acceptation des sites Web. Nous avons les adresses e-mail et des IDN. Nous avons vu cela sur 2 000 sites Web. On voit qu'on peut faire mieux. Nous avons eu un taux d'acceptation qui est bas.

Vous voyez qu'il y a aussi un défi sur la prise en charge de plusieurs serveurs de messagerie. Comme vous le voyez, les pourcentages sont basés sur les questionnaires que nous avons faits sur cette information à partir de la source. À partir des domaines que vous voyez en haut, il y a une amélioration, mais il nous faut encore faire mieux.

Quand on examine la sensibilisation qu'on a faite, on voudrait savoir comment on pourrait mieux faire. On a déjà fait mieux, mais il faut faire mieux encore. Nous pouvons voir qui et comment, qui pourrait collaborer avec nous pour nous assurer que cette adoption soit accélérée. Nous aimerions avoir beaucoup de personnes qui soient incluses, qu'il y ait donc une inclusivité. Voilà ceux qui ont été contactés au niveau mondial, mais nous aimerions, dans l'avenir, faire mieux pour l'Afrique spécifiquement.

On regarde, bien sûr, les entreprises. La question que l'on pose ici : est-ce que les entreprises sont conscientes ? Est-ce qu'elles sont prêtes pour l'utilisation de l'AU ? Ainsi, si elles l'étaient, on serait en meilleure position pour atteindre les audiences

mondiales croissantes et maximiser le potentiel de revenu de la population Internet actuelle. Combien d'entreprises nous manque-t-il pour que l'on soit prêts ? Il y a des personnes qui ont des courriels, mais elles ne sont pas prêtes pour les différents scripts. Est-ce que l'on peut motiver ces entreprises ? Est-ce que ces entreprises pourraient faire le travail ?

Le deuxième groupe, il s'agit des gouvernements. Que pouvons-nous faire pour encourager ces gouvernements à mettre à jour leurs politiques de passation de marché afin que leurs systèmes et leurs applications soutiennent l'AU ? Pouvons-nous nous engager davantage ? Existe-t-il des gouvernements qui se sont déjà conformés à la législation et qui pourraient être des exemples à suivre ? Je regarde les études de cas, par exemple avec l'Inde qui a beaucoup de langues, beaucoup de dialectes. Le gouvernement là-bas nous dit : « Nous connaissons le problème des personnes, mais nous devons trouver des incitations pour aider les gens à se connecter en ligne. » C'est une stratégie que nous devons avoir. Et les gouvernements, c'est véritablement la clé, parce que ce sont les gouvernements qui vont nous permettre de mettre à jour toutes ces politiques et d'atteindre nos objectifs.

Il y a également les universités, le monde académique. Il y a des institutions d'apprentissage qui doivent mettre à jour leur curriculum concernant les technologies de la formation et parler

de ces concepts d'acceptation universelle et d'internationalisation des logiciels. Nous devons également faire un suivi sur les ressources à développer, les meilleures pratiques et les différentes directives pour mettre en œuvre cette acceptation universelle, parce que si nous pouvons avoir des lignes de conduite claires, cela va beaucoup nous aider. Si cela fonctionne, nous connaissons des progrès. Nous devons travailler avec les ingénieurs informatiques, avec les développeurs pour faire fonctionner les logiciels avec l'acceptation universelle et on doit s'assurer d'avoir des résultats prévisibles. Passons à la diapo suivante.

Nous avons le secteur industriel du DNS, le système de noms de domaine, nous avons les prestataires de services, la communauté technique, les bureaux d'enregistrement, les prestataires de services Internet ISP, et nous devons influencer les registres et les bureaux d'enregistrement pour offrir des services qui facilitent l'acceptation universelle et également les ccTLD qui sont bien implantés dans leur pays. Ces ccTLD peuvent beaucoup influencer le marché pour justement qu'il y ait l'acceptation universelle et que nous puissions délivrer des produits après formation, après des activités éducatives qui vont permettre de conscientiser véritablement au sujet de l'acceptation universelle. Les responsables de projet doivent être également bien informés. Les développeurs de logiciels

doivent savoir s'ils sont conformes par rapport à l'acceptation universelle. On a besoin de faire des tests, on a besoin de gérer ces problèmes au niveau de tous les produits, de tous les services, et ces technologies doivent être mises en œuvre et on doit également lutter contre les bugs informatiques qui pourraient exister.

Donc, il y a diverses approches que nous pouvons utiliser. Nous essayons de personnaliser un peu cela. Premièrement, les noms de domaine et la standardisation des adresses e-mail, ce qui est clair, c'est que nous avons défini des standards au niveau de l'IETF, au niveau de l'ICANN ; il y a beaucoup de standards établis pour les adresses e-mail et pour les noms de domaine. Il faut s'assurer que ces standards et ces normes soient respectés et suivis. Ça, c'est une chose.

L'internationalisation ensuite. Est-ce que l'on peut accommoder la diversité linguistique et permettre aux utilisateurs d'exprimer leur identité dans leur langue natale ? Nous devons être en mesure de soutenir l'utilisation de caractères non latins, donc Unicode, dans les noms de domaine et dans les adresses courriel qui doivent pouvoir être internationalisées. Cela va nous permettre de communiquer beaucoup mieux et de ne pas avoir une vie séparée dans la communauté avec une langue d'utilisée et d'être obligés de changer d'identité en ligne et d'utiliser une autre langue qui n'est pas la vôtre. Cela doit arrêter. Il faut qu'on

soit en mesure de ne pas avoir ces deux vies, mais d'avoir une seule vie pour communiquer, une seule langue pour communiquer qui soit notre langue. On a besoin de mécanismes de validation et d'amélioration technique. Il y a un besoin pour que ces noms de domaine et ces adresses courriel soient reconnus et soutenus par toutes les applications de logiciels, les systèmes opérationnels et tous les appareils qui utilisent l'Internet. Il faut s'assurer que l'intégrité des noms de domaine soit respectée pour qu'il n'y ait pas d'erreurs, pour qu'il n'y ait pas d'utilisation malveillante. On a vraiment besoin d'une mise en œuvre de ces mécanismes de validation pour vérifier cette intégrité des noms de domaine et pour vérifier la syntaxe.

On a besoin de groupes d'opérateurs, on a besoin de faire plus et mieux à ce niveau et de bien connaître les nouvelles technologies, les technologies des réseaux et que ces technologies, par exemple, soient enseignées en Swahili et dans les langues locales et que l'on puisse se connecter en utilisant ces langues. Les langues locales doivent opérer sur l'Internet. C'est très important au niveau technologique et au niveau culturel ; les résultats seront bien meilleurs et l'adoption sera bien meilleure.

Avec la nouvelle diapo, nous continuons à parler de la prise de conscience, de parler également de l'éducation. On a besoin toujours de ces campagnes de prise de conscience, on a besoin

d'éduquer les utilisateurs finaux, les développeurs et les organisations, les organismes. On doit fournir des lignes directrices sur les meilleures pratiques pour la mise en œuvre de l'acceptation universelle et on doit rappeler à toutes et à tous l'importance de l'acceptation universelle. Nous devons effectuer des plaidoyers pour l'acceptation universelle. Si on peut commencer à la base ou commencer avec les organisations, cela va redescendre vers les utilisateurs finaux. Il faut vraiment travailler avec les grandes organisations, les gouvernements, les organisations technologiques, les entreprises technologiques pour les convaincre du bien-fondé de l'acceptation universelle. On doit vraiment utiliser toutes les parties prenantes.

Je parlais de plaidoyer, de défense des politiques et des réglementations qui promeuvent l'acceptation universelle et limitent les barrières d'adoption, comme les restrictions sur l'enregistrement des noms de domaine ou les limites sur les formats des adresses e-mail. Par exemple, pour l'arabe qui s'écrit non pas de gauche à droite mais de droite à gauche, il faut que ce soit accepté également. Il y a parfois des personnes qui vous disent : « Vous avez un problème avec votre adresse e-mail ». Ce n'est pas un problème d'adresse e-mail, c'est un problème de reconnaissance d'autres scripts et c'est un problème de conformité par rapport à l'acceptation universelle. C'est pour cela qu'on a besoin de développer des ressources,

des outils de test et de vérification à tous les niveaux, ce qui va permettre aux développeurs d'identifier et de gérer les problèmes de manière efficace. Il faut couvrir ces points techniques d'acceptation universelle avant de développer plus de politiques.

Nous avançons dans la présentation. Voilà, c'est la dernière diapo. Je vais maintenant vous laisser la possibilité de poser des questions et de vous exprimer. La prise de conscience, la sensibilisation, c'est vraiment la base pour nous dans le contexte de l'Afrique, si vous êtes en Égypte, au Kenya, où que vous soyez sur le continent. Par exemple au Kenya, le gouvernement a un portail informatique. Vous êtes dans un village, vous devez aller sur ce portail informatique. Il est très important de pouvoir utiliser la langue que vous désirez et le gouvernement doit encourager cela. Cela va permettre également de développer le marché des services informatiques. Vous devez avoir une approche par pays pour inclure tout le monde, quelle que soit la communauté dont vous provenez.

Hadia, je vois que vous avez levé la main, je vais vous redonner la parole.

HADIA EL MINIAWI :

Merci beaucoup, Simon. Si l'on peut revenir un peu en arrière, je voudrais en effet souligner au niveau des barrières, des

obstacles qui existent pour l'adoption, je crois qu'il faut parler des restrictions. Vous avez parlé des restrictions sur les formats d'adresse e-mail et les limites et restrictions sur l'enregistrement des noms de domaine. C'est un problème important, je crois. Vous pourriez peut-être nous en dire plus à ce sujet si cela est possible. Est-ce que vous pourriez identifier ces barrières, ces obstacles qui existent pour l'adoption ?

SIMON MAYOYE :

Oui, je vous comprends. Lorsqu'il n'y a pas de conformité par rapport à l'acceptation universelle pour ces adresses e-mail et ces noms de domaine, notamment pour les adresses e-mail, vous êtes limité avec le script latin, l'alphabet de A à Z. Si vous mettez un formulaire également d'enregistrement pour enregistrer un nom de domaine et si vous mettez une adresse e-mail et qu'il n'y a pas de reconnaissance ou d'acceptation universelle, si vous utilisez des scripts qui ne sont pas ASCII par exemple, là, vous allez avoir un retour indiquant « Invalide ». Si vous utilisez des caractères japonais, chinois, ce peut être invalide. Nous avons l'arabe par exemple, les caractères arabes qui ne vont pas toujours passer et qui vont être vus comme étant invalides. Le formulaire d'enregistrement va revenir vers vous en disant « C'est invalide ». C'est pour cela que l'on doit repartir vers les développeurs informatiques pour être bien sûr qu'ils soient conscients de ces problèmes d'acceptation

universelle et d'acceptation de toutes les langues. Là, ce n'est pas toujours acceptable comme forum. Nous devons avoir encore beaucoup de communication avec les administrateurs de logiciels. Il y a besoin encore de changements sur les systèmes. Il y a besoin de développement de nouveaux systèmes qui soient plus proches de l'acceptation universelle et des langues locales.

Voilà ce que je voulais dire par rapport à ces restrictions, à ces limites qui existent, à ces obstacles qui doivent être retirés. Sinon, tout le monde ne sera pas en mesure d'enregistrer des noms de domaine et on va se retrouver toujours avec Gmail ou avec Yahoo pour des adresses qui proviennent de notre continent.

HADIA EL MINIAWI :

Merci beaucoup.

Je vois une main levée de Chokri Ben Romdhane. Vous allez avoir la possibilité de vous exprimer. Chokri, on ne vous entend pas pour le moment.

CHOKRI BEN ROMDHANE : Merci beaucoup, Hadia.

Merci Simon pour cette présentation, c'est très intéressant. Ce problème d'acceptation universelle est crucial, pas seulement

dans notre région mais dans toutes les régions. Mais je suis aussi convaincu que probablement en utilisant de mauvaises méthodes techniques, il pourrait y avoir un problème avec ce système adopté et développé en ASCII et en langue codée spécifique.

Personnellement, pour l'arabe par exemple et les autres variantes, utiliser le code courant ou les autres outils que nous avons à notre disposition, nous devons essayer de trouver de nouvelles technologies qui pourraient nous aider à résoudre ces problèmes techniques parce que cette question est purement technique. Quand on va résoudre ce problème technique, on pourrait trouver d'autres solutions, des solutions qui ont été fournies, qui ont été développées dans d'autres endroits. Si on ne peut pas résoudre ce problème technique et qu'on continue à utiliser les mêmes outils, on va perdre quelque chose, ces codes qui ne sont pas forcément faits pour d'autres langues.

J'ai peur que toutes les stratégies que nous allons mettre en œuvre au niveau régional et toutes ces conversations ne vont aboutir à rien. Nous allons retrouver le même état des lieux que nous avons déjà maintenant. Tous ces problèmes d'e-mail démontrent que toutes les langues ne sont pas prises en compte. Donc, il nous faut vraiment régler ce problème technique en utilisant d'autres outils qui pourraient être plus efficaces que ceux que l'on utilise déjà. On a probablement

besoin de nouvelles technologies, par exemple en utilisant l'intelligence artificielle ou les blockchains. Cela pourrait être une solution. Merci.

SIMON MAYOYE :

Merci Chokri pour votre contribution. Nous sommes reconnaissants de vos commentaires. Nous allons vers l'ère de l'intelligence artificielle, nous savons très bien ce qui se passe, mais nous ne savons pas tout sur l'intelligence artificielle. Nous ne savons pas trop encore où nous allons. Il y a des problèmes qu'éventuellement nous allons pouvoir résoudre dans l'avenir. Il y a d'autres manières aussi de les résoudre.

Mais je crois qu'à la base, peu importe la manière dont on le fait, peu importe la manière dont on utilise l'intelligence artificielle, on sait que c'est un problème technique qui doit être résolu par la technologie. Il faut habilitier les développeurs de système pour qu'ils puissent commencer à nous assister avec les nouveaux systèmes qui arrivent. Il faut que ces systèmes soient développés en pensant à l'acceptation universelle.

Si on peut revenir dans l'histoire, il y avait une chronologie que l'on connaît. On avait Windows, par exemple. Windows a évolué, on est passé à Windows 95, on est passé à Windows XP et tout cela. Il y a toujours quelque chose d'autre qui se produit ; c'est pour cela qu'il nous faut toujours faire des mises à jour. Quand

on a un système, il faut penser à rajouter des fonctionnalités. Si on doit dire que la blockchain va pouvoir nous aider dans nos étapes de développement, si on regarde les statistiques que l'on a maintenant, j'avais un mot que j'avais utilisé sur la deuxième diapo pour 2020, et comme vous l'avez vu, il y avait beaucoup d'améliorations dans les systèmes qui sont construits, qui sont mis à jour. Par exemple, les gouvernements qui disent : « Si vous voulez participer à ceci, cela, vous devez être conformes. », c'est un problème technique. Il faut nous assurer que ces gouvernements soient en conformité.

Qu'est-ce qui se passe si les gens ne sont pas capables de faire des mises à jour des systèmes ? Certains systèmes sont trop vieux. Il y a souvent des cas qu'on appelle les adresses IP, on a l'IPv4, l'IPv6, on a des systèmes qui ne communiquent pas entre eux. Si on parle de conformité à AI, les systèmes doivent pouvoir faire des mises à jour, mais parfois, les systèmes sont trop vieux. Nous devons aller plus vite pour avancer parce que les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle, les blockchains et tout cela, ce sont des technologies qui arrivent, qui vont pouvoir nous aider à résoudre les problèmes.

Je comprends de quoi vous parlez quand vous parlez de cette approche et pour pouvoir participer, il faut qu'on mette en place une stratégie. Il nous faut réfléchir pour pouvoir arriver à des

solutions qui vont nous aider à fonctionner mieux et plus rapidement.

Hadia, vous avez levé la main ?

HADIA EL MINIAWI :

Merci Simon. J'ai deux questions.

Quand on parle des statistiques, tout d'abord, est-ce qu'on a des statistiques liées à l'Afrique ? Celles que vous avez montrées sont-elles spécifiques à l'Afrique ? Et aussi, y a-t-il des applications ou des outils qui sont spécifiquement utilisés par les Africains ou de manière régulière ? On pourrait peut-être examiner ces applications, à savoir pourquoi ils utilisent ces applications en Afrique pour savoir si elles sont prêtes à recevoir l'acceptation universelle.

SIMON MAYOYE :

D'abord, nous avons partagé les statistiques. C'était des statistiques qui étaient au niveau mondial. Malheureusement, je n'ai pas pu obtenir de statistiques spécifiques à l'Afrique. Nous allons essayer de voir si notre équipe peut trouver ces statistiques pour que vous puissiez examiner celles-ci et savoir comment cela fonctionne ici, si ça va, si on fait mieux, si ça va mieux, si on peut avancer ensemble.

Quand il s'agit des autres questions sur les applications, cela m'amène vers une autre question. Je voudrais essayer de vous répondre. On examine des marchés différents. Nous avons des régions où les applications telles que celles de Google ont été bloquées. Par exemple, en Chine, ils ont leur propre système. Chaque communauté peut utiliser son propre système. Je viens d'un marché comme celui du Kenya. Au Kenya, on a quelque chose qui s'appelle M-Pesa. M-Pesa n'est pas forcément populaire au Ghana, mais au Kenya, on ne peut pas vivre sans, on ne pourrait pas faire les choses sans cela. C'est spécifique au Kenya. Mais pour les applications telles que les applications standard comme pour les courriels, on parle de Outlook, Thunderbird, etc., ces applications sont centrées sur les choses que l'on fait journalièrement. Si, par exemple, j'envoie beaucoup d'e-mails, quelle application vais-je utiliser ? Est-ce que mon système soutient cette application ? Si je suis un développeur de logiciels, quel genre de logiciel vais-je utiliser ? Qu'est-ce qui soutient cela ? Qu'est-ce qui a été développé pour le niveau local ? C'est pour cela que je parlais de l'IETF.

Quand on développe un logiciel ou une application et tout cela, il y a un besoin... Par exemple, je viens de Tanzanie. Je sais qu'en Tanzanie, telle ou telle application ne sont pas acceptées parce qu'elles sont censées rencontrer ou suivre certains standards technologiques comme l'IT des standards. Tout le

monde ne peut pas forcément contribuer. C'est un sujet très large et on pourrait recommander une certaine standardisation qui serait utilisée pour essayer de soutenir au minimum la plupart des critères. Quand on parle de la prévention à l'UA, il faut qu'il y ait des demandes ou certaines requêtes pour chaque développeur qui développe des applications. Merci Hadia.

Nous avons deux ambassadeurs dans ce forum. Je vois que Matogoro est là. Ils peuvent peut-être nous donner, faire quelques commentaires sur cette question. S'ils veulent lever la main et qu'ils veulent contribuer, allez-y.

[inaudible] :

Bonjour, je m'appelle [inaudible]. J'ai un master de l'Université de Loma. Mon mentor est M. Matogoro. Le 18 mars 2024, durant l'activité sur l'adoption de l'AU, on a essayé de vérifier nos systèmes en Tanzanie, notre système d'admission d'université. On a vu que nos systèmes allaient renvoyer les informations à cause des courriels. On a mis en œuvre en Tanzanie une politique qui permettrait au système d'admission en ligne de fonctionner. On a mis en œuvre l'acceptation universelle. On a mis en œuvre le système ITF dans nos systèmes d'admission en ligne et on y est arrivé.

Pour la question que vous avez posée tout à l'heure, j'aimerais partager des informations pour les autres. Il y a un besoin de

développement pour adopter cette acceptation universelle afin de bloquer les barrières de communication entre les uns et les autres qui existent. C'est la seule manière de pouvoir faire mieux. Il faut comprendre les bases de données pour qu'elles acceptent des caractères ou des scripts non latins et comment ils sont stockés. Ensuite, vous pouvez performer la préparation pour l'acceptation universelle. Il faut développer donc un cadre de travail qui vous permettra de développer ce système.

SIMON MAYOYE :

Merci, c'est intéressant. J'ai d'ailleurs travaillé avec votre mentor, Dr Matogoro. Dr Matogoro partage de l'information sur les accomplissements que vous avez mis en œuvre. C'est encourageant pour l'Afrique. Je sais comment cela se passe en Tanzanie. C'est bien d'avoir le soutien du gouvernement et des incitations.

Je pense vraiment que les universités pourraient donner de très bonnes directives, car elles interagissent avec beaucoup de personnes, toutes les personnes qui passent à travers l'université. Ils ont beaucoup d'influence et pourraient nous aider à déployer tout cela. Merci beaucoup pour cette participation, pour votre contribution.

Nous avons des études de cas que nous allons bientôt partager avec vous. Allez-y, Fatimata.

FATIMATA SEYE SYLLA : Merci beaucoup, Simon. Merci beaucoup pour votre présentation tout à fait excellente. J'ai posé une question dans le chat. Est-ce que vous pourriez clarifier comment les gouvernements peuvent faciliter l'adoption de l'acceptation universelle et promouvoir cette adoption de l'AU ? Vous nous avez dit un peu comment ils peuvent aider au niveau des procédures, mais j'aimerais avoir plus d'informations là-dessus. Également, si vous pouvez nous parler d'histoires couronnées de succès où cela s'est bien passé avec le gouvernement en Afrique et qui ont permis de soutenir l'acceptation universelle.

SIMON MAYOYE : Merci beaucoup, Fatimata. C'est très intéressant, en effet. Je vais mettre un lien dans le chat. C'est une étude de cas que nous avons. Il y a des études de cas pour l'Afrique également. Mais j'aimerais permettre tout d'abord à Mutegeki de dire quelque chose et je reviens vers vous. Mutegeki, vous avez la parole et ensuite, le Dr Matogoro pourra prendre la parole.

YEŞİM SAĞLAM : Mutegeki, on ne vous entend pas si vous êtes au micro. Si vous parlez, on ne vous entend pas.

SIMON MAYOYE : On va passer au Dr Jabhera Matogoro et on reviendra vers vous.

JABHERA MATOGORO : Merci beaucoup. Je suis Dr Jabhera Matogoro de Tanzanie et des noms de domaine de Tanzanie. Vous avez entendu un de mes étudiants tout à l'heure et je pense que nous pouvons contribuer à l'acceptation universelle.

Le rôle du gouvernement est une question. Par exemple, le gouvernement de Tanzanie pousse le tourisme et promeut le tourisme en Tanzanie. Il y a des visas qui sont obtenus à l'arrivée ou il y a des demandes de visas. Imaginez que vous avez un touriste de Chine ou d'Inde qui utilise, par exemple, une adresse e-mail en chinois ; si on n'a pas d'acceptation universelle, on ne va pas pouvoir permettre à ce touriste de déposer une demande de visa, par exemple, si on utilise l'hindou. Donc, le gouvernement doit s'assurer que nos systèmes et nos appareils soutiennent l'acceptation universelle et qu'il y ait un environnement où on puisse utiliser des adresses internationalisées. Cela fait partie de la promotion du pays de la Tanzanie au niveau touristique et le gouvernement en est bien conscient. L'acceptation universelle en Tanzanie a été beaucoup promue et je suis prêt à partager avec vous d'autres meilleures pratiques que nous avons observées de la part du gouvernement de Tanzanie. Merci beaucoup.

SIMON MAYOYE :

Merci Dr Jabhera. Mutegeki, est-ce que vous pouvez ouvrir votre micro et vous faire entendre ? En tout cas, merci Dr Jabhera Matogoro pour ce que vous avez dit. C'est une bonne chose. Je pense que cela a apporté une réponse à la question de Fatimata. Lorsqu'un gouvernement est convaincu du bien-fondé d'une technologie par exemple, c'est une bonne chose. Et c'est une bonne chose pour l'acceptation universelle de promouvoir cela auprès des gouvernements.

Mais si l'on veut participer aux politiques gouvernementales, il faut redonner à la communauté également et indiquer au gouvernement ces concepts à mettre en œuvre, parce qu'on est toujours un peu en retard en Afrique par rapport à certaines technologies et cela doit être expliqué aux gouvernements. Très souvent, les gouvernements ne passent pas par des appels d'offres. Il est important que les gouvernements soient au courant des technologies à utiliser, des meilleures technologies qui vont convenir le mieux au pays ; donc inclure dans les appels d'offres des points obligatoires, avoir des lois, développer des lois, des politiques, et que cette utilisation des technologies de l'information de bon niveau soit une contrainte également.

Je vais donner un exemple. Au Kenya, à côté de chez moi, il y a des personnes de plus de 80 ans qui doivent remplacer leur

carte d'identité mais qui n'ont pas accès à l'Internet obligatoirement. On peut aider ces personnes âgées même à obtenir des adresses e-mails au Kenya. Et là, à ce moment-là, ils vont pouvoir redemander une carte d'identité, des documents d'identité. C'est très important et ce sont des conditions que va créer le gouvernement. Pour cela, il faut une motivation. Il faut une information des autorités gouvernementales.

Nous avons eu plusieurs exemples. On a eu celui des touristes qui arrivent en Tanzanie et qui doivent pouvoir utiliser leurs adresses e-mail qui proviennent d'autres pays, peut-être d'autres scripts. Le système doit être performant lorsque vous avez des plateformes Internet. En Afrique de l'Est, vous avez plusieurs pays qui reçoivent des touristes qui viennent du Japon, de Dubaï, de régions limitrophes, et il faut qu'ils soient en mesure de pouvoir utiliser leur système. C'est une bonne motivation pour le gouvernement d'être au niveau informatique pour pouvoir répondre à cet accueil des touristes, par exemple. C'est très important également pour l'obtention des passeports. Il faut motiver les gouvernements. C'est comme cela que je vois les choses.

Je vais donner une dernière possibilité à Mutegeki de s'exprimer. Y a-t-il d'autres questions, d'autres contributions, d'autres commentaires ? Sinon, je redonne la parole à Hadia.

YEŞİM SAĞLAM :

Simon, si vous le permettez, nous avons une question du canal francophone. Peut-être que nous pourrions gérer cela. Vous pouvez le dire sur le chat, sur le canal français, l'interprète sera en mesure de poser la question. Exprimez-vous en français. Vous pouvez, si vous voulez, vous exprimer en français. Allez-y, vous pouvez vous exprimer en français pour que nous puissions interpréter. Daniel, exprimez-vous, allez-y, vous pouvez vous poser la question. Personne ne s'exprime pour le moment. Donc, Simon, nous vous redonnons la parole.

Comment peut-on faire en sorte que les systèmes soient intégrés au niveau des codes pour l'acceptation universelle ?

JABHERA MATOGORO :

Ce n'est jamais facile, mais nous avons travaillé avec l'équipe technique et je crois que la meilleure question à poser, c'est à poser à l'ICANN. L'ICANN peut nous aider. La réponse est assez simple. Nous devons être prêts à l'acceptation universelle au niveau de nos systèmes. Merci.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Merci. Nous étions en effet en train de regarder cette question.

L'ICANN est là, en effet, en tant que communauté technique pour vous aider à résoudre des problèmes. C'est très important

de communiquer avec nous également. Il y a également des efforts de renforcement des capacités qui existent au niveau de l'ICANN, des formations. Nous avons tout un engagement technique, tout un soutien technique et on est en mesure de vous aider. Vous pouvez participer au niveau d'AFRALO à beaucoup de séminaires. L'ICANN n'est pas toujours au courant de tout, de savoir comment aider en Ouganda, mais je pense que cela peut être très utile, par exemple qu'il y ait en effet des communications entre des pays comme la Tanzanie et l'ICANN, et de passer par AFRALO pour communiquer et pour échanger des idées.

Je vois que la question peut être posée en français, donc allez-y, exprimez-vous en français. Un instant, s'il vous plaît. Allez-y.

GANIATH BELLO :

Merci beaucoup. C'est la première fois que je participe à une telle grande réunion. J'en suis honorée.

Parlant de l'acceptation universelle, nous, au niveau de l'Afrique de l'Ouest francophone ici, quand je prends par exemple le cas du Bénin, cela demeure de l'ordre scientifique ou de l'incompréhensible encore lorsqu'on n'est pas tech, on n'est pas développeur Web, on n'est pas dans les réseaux comme FGI ou ISOC et autres. Comment peut-on faire pour que justement cette thématique très importante pour le développement de

l'Internet, pour que l'Internet soit la chose de tous, pour que tout le monde en profite? Comment expliquer l'acceptation universelle dans un langage basique pour que tout le monde, les utilisateurs finaux surtout, comprennent l'intérêt? C'est ma préoccupation. Je ne sais pas si elle est pertinente, mais c'est une question qui me taraude tout le temps. Je suis Ganiath Bello, je suis membre du FGI Bénin, vice-présidente du FGI Bénin. Merci, c'est tout.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Merci beaucoup. Je crois qu'ici, nous avons plusieurs questions. Lorsque nous parlions de tout cela... Attendez, voulez-vous revenir vers les diapos que j'avais présentées? Nous parlions d'entreprises, de gouvernements, du secteur académique. Quand je parlais de sensibilisation et d'éducation, il faut faire passer cela aux utilisateurs et aux organisations. C'est un vrai besoin car nous savons que les gens qui utilisent des langues locales ne peuvent pas participer aujourd'hui.

Alors, que faire? Nous devons parler aux personnes, aux habitants des villages et nous devons étendre leur style de vie à l'Internet. Il faut qu'ils puissent communiquer dans leur propre langue, qu'ils aient des domaines dans leur propre langue. Ils n'ont pas besoin d'apprendre tout ce qui est basé sur le latin, sur l'anglais. Il faut qu'ils puissent comprendre l'Internet, parce que

lorsqu'ils auront la participation dans leur langue, ils feront partie de l'Internet. En attendant, il faut trouver un système pour essayer de soutenir ces gens-là. Il faudrait qu'on ait des personnes différentes, il faut trouver des personnes qui pourraient aider dans chaque pays, sur chaque continent.

J'ai partagé un lien d'une étude de cas. Cela comprenait des informations sur les pays qui ont fait face à cette question. Il y a un encouragement. Par exemple, quand vous voyez l'Inde qui a tellement beaucoup de langues, c'est un continent énorme, c'est un pays énorme qui est très peuplé, 1,2 milliard de personnes ou plus ; les gouvernements de plusieurs États en Inde ont décidé de fournir à tous leurs citoyens une adresse courriel gratuite, soit en hindi ou en anglais. Par exemple, si quelqu'un utilise une adresse courriel hindi, ils sont déjà dans le système. Ils n'ont pas eu besoin d'apprendre l'anglais pour pouvoir participer puisque leur langue est comprise. Il y a des développeurs de systèmes qui ont déjà l'historique pour travailler là-dessus. Donc, le système peut maintenant soutenir soit l'hindi, soit le tamil ou quelle que soit la langue qu'ils veulent utiliser parce qu'il y a énormément de langues en Inde vu la taille de la population. Il y a des problèmes techniques qu'on ne peut pas éviter, bien sûr, mais c'est géré à haut niveau. Maintenant, les développeurs mettent en place des systèmes

pour essayer d'accommoder tout le monde. Donc, il y a des approches différentes pour des marchés différents.

Je crois qu'il ne nous reste pas beaucoup de temps. On ne va pas continuer à discuter de tout cela. J'apprécie vraiment qu'on puisse rajouter toutes les personnes sur la liste de diffusion par courriel pour qu'on puisse partager les informations avec tous ces participants dans ce groupe.

Je pense que quelqu'un d'autre voulait prendre la parole.

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Je suis Tanzanien. Je voudrais faire mention du Dr Matogoro qui est aussi mon mentor et qui est là aussi pour moi. D'ailleurs, durant la Journée de l'acceptation universelle et de l'adoption, je faisais partie de l'équipe qui a appuyé cette activité.

Ma question. Quand on se bat sur toutes ces initiatives dont on discute ici, pourriez-vous aussi partager des idées ? Vous avez parlé d'une population énorme avec beaucoup de langues et qui peut se permettre de soutenir l'acceptation universelle. Dans ce cas-là, qu'est-ce qu'on pourrait mettre en œuvre comme stratégie, une initiative qui serait cruciale pour faire avancer cette cause si importante dans d'autres pays, comme ici en Tanzanie ? C'est mon commentaire.

SIMON MAYOYE : Je vais envoyer le lien d'études de cas, cela inclut l'Inde et une couple d'autres pays. Cela a impliqué la bonne volonté du gouvernement et cela a permis que les choses se fassent. J'envoie le lien dans le chat. Et je vais passer la parole à Pasteur Peters. Aussi, on pourrait peut-être mettre la dernière diapo à l'écran pour que vous puissiez avoir les contacts. Vous pouvez aller sur le site de l'ICANN. Nous sommes sur le site Web, Facebook, X, YouTube, Flickr, LinkedIn, SlideShare, SoundCloud, comme vous le voyez à l'écran. Je pense que toutes ces adresses sont à l'écran.

En attendant, je vais passer la parole à Pasteur Peters qui a un commentaire ou une question à nous poser.

PASTEUR PETERS : Est-ce que je peux parler maintenant ?

SIMON MAYOYE : Oui, allez-y.

PASTEUR PETERS : Merci Simon pour votre présentation. C'est un commentaire qui est un suivi par rapport aux commentaires qui ont été faits. Ensuite, j'aurais une question.

L'acceptation universelle, c'est une très bonne initiative qui va pouvoir, par définition, amener l'inclusivité de tous sur le continent pour que nous ayons tous accès à l'Internet. Ma question est celle-ci. Quand Fatimata a demandé comment les gouvernements pourraient être impliqués, mon suivi est cette question. C'est un projet important.

INTERPRÈTE : L'interprète s'excuse, mais nous avons perdu Pasteur Peters, donc nous ne l'entendons plus. La connexion de Pasteur Peters s'est arrêtée. Nous n'entendons plus Pasteur Peters.

SIMON MAYOYE : J'espère que je ne suis pas le seul à avoir perdu Pasteur Peters. S'il y a quelqu'un qui peut l'entendre, moi je ne l'entends plus.

PASTEUR PETERS : J'avais des problèmes de connexion, je suis de retour. Une question rapide. Je suis en Afrique, donc mauvaise connexion.

Ce projet était une bonne initiative. Quand il s'agit des gouvernements, qu'est-ce que fait l'ICANN officiellement ? Je répète. Que fait l'ICANN au niveau officiel pour engager ou pour impliquer les gouvernements de tous les pays, surtout dans les pays en voie de développement ? Parce que vous avez montré des statistiques tout à l'heure. Vous avez donné des statistiques

mondiales et on a vu que les chiffres étaient bas. Que fait l'ICANN par rapport aux gouvernements pour faire la promotion de ce projet ? C'est la question que je voulais poser. À part la Tanzanie, comment est-ce que les gouvernements sont encouragés vis-à-vis de cette initiative ? Est-ce que cela est passé par rapport aux efforts du Dr Matogoro en Tanzanie grâce à ses activités au niveau du pays ? Où est-ce que cela est passé par des canaux officiels ? S'il y a quelque chose qui est en place, je pense qu'il faut qu'on l'examine, parce que si les gouvernements sont intéressés, c'est comme cela qu'on en fera la promotion. Par exemple, en Afrique, nous avons un milieu multiculturel, multilingue. Nous avons des milliers de langues. Voilà, c'est ma question, mon commentaire. Merci.

SIMON MAYOYE :

Merci Pasteur Peters. L'ICANN a des fonctions différentes. Il y a le GAC à l'ICANN, comme vous le savez, qui s'implique dans des initiatives telles que celles-là. Je pense que ce sont là les membres de l'ICANN qui pourraient s'impliquer et engager les gouvernements puisque le GAC inclut des gouvernements. Le GAC participe aussi à l'élaboration des politiques.

Maintenant, quand on parle d'une initiative telle que celle-ci, oui, l'ICANN facilite les choses. Mais vous savez, comme on l'a dit, l'ICANN est centrée sur la communauté. Quand on parle

d'une personne comme le Dr Jabhera qui soutient cela en tant qu'ambassadeur ICANN, il fait partie de la communauté ICANN et il gère une initiative telle que celle-ci. Il faut étudier comment l'ICANN peut la soutenir et peut aider à la sensibilisation des gouvernements et de l'environnement. C'est quelque chose que l'on peut continuer à suivre.

Comme je vous l'ai dit, il y a l'ICANN à travers le GAC qui peut aider. Il y a des forums dans lesquels l'ICANN participe à ces initiatives.

PASTEUR PETERS :

Je n'ai pas dit que je n'étais pas conscient de ces questions, mais je disais qu'une initiative telle que celle-ci qui inclut les ALS, nous sommes une goutte d'eau dans l'océan pour essayer d'influencer le gouvernement. Tout ce qui s'agit des politiques, c'est compliqué. Nous pouvons faire toutes les activités que nous voulons pour faire la promotion. Par exemple avec le GAC, c'est bien, l'ICANN soutient les gouvernements à travers le GAC. Mais si l'ICANN ne fait pas les choses de façon officielle à travers le GAC, rien pour promouvoir cette initiative, je pense que là, il y aurait une bonne opportunité de s'impliquer. Ce n'est pas un manque de connaissances de la part de la communauté ICANN.

Ce que je dis, c'est qu'il y a plusieurs personnes qui peuvent aider. Moi, je suis au Niger, on a 500 langues différentes. Bien sûr

que je peux faire de la promotion de l'AU à travers les ALS qui s'y trouvent, mais au niveau officiel vis-à-vis du ministre des Communications par exemple, il faut nous assurer que c'est important. Ce n'est pas ascendant chez nous, c'est plutôt descendant. Merci.

SIMON MAYOYE :

Merci Pasteur Peters. J'apprécie votre contribution.

Oui, l'ICANN est très impliquée dans les politiques. Le Dr Jabhera a mentionné que le gouvernement a mis en œuvre une politique à la base du gouvernement pour répondre aux initiatives qui leur sont indues. Nous avons cette initiative particulière, mais nous pourrions aussi choisir d'autres manières de contribuer par rapport au marché sur lequel on se trouve. Il nous faut trouver des manières de nous engager au mieux.

Il ne nous reste plus beaucoup de temps. Yeşim, il faut que je vous rende la parole car nous devons passer à la prochaine partie de la séance. C'était un plaisir pour moi. Je vous remercie d'avoir participé et j'espère qu'un jour nous pourrions revenir en arrière et revoir ce parcours de l'acceptation universelle.

HADIA EL MINIAWI :

Merci beaucoup, Simon. C'était une excellente présentation et un grand débat que nous avons eu. Merci beaucoup.

Si nous pouvons maintenant passer à la stratégie pour l'acceptation universelle. Nous avons le Dr Jabhera et Raymond Mamattah qui sont rédacteurs de cette séance. Ils ont des propositions pour l'acceptation universelle. Si nous pouvons descendre un peu à la page 6, nous avons cette stratégie. Mutegeki Cliff est également un des rédacteurs. Ce sont les points. Pour le moment, c'est un texte provisoire que nous avons, c'est pour lancer le débat. Cela n'a pas à être la stratégie.

Il y a une introduction, la vision et les objectifs. Les objectifs sont alignés avec ce qu'a dit Simon, d'ailleurs, la prise de conscience et l'éducation. Nous avons tout cela sur le site Web de l'acceptation universelle. Nous n'avons pas coordonné cela avec Simon, mais il se trouve que ce sont des points importants pour l'acceptation universelle. Peut-être que je peux passer cela en revue rapidement et ensuite donner la parole au Dr Jabhera et à Mutegeki Cliff.

Nous pouvons commencer avec la vision : pour limiter les barrières sociales et techniques à l'acceptation universelle des noms de domaine en Afrique pour avoir sur le continent africain un Internet plus inclusif et accessible. J'ai mis également une introduction sur la création de la stratégie pour bien savoir ce qu'est l'acceptation universelle et pour que l'on comprenne bien de quoi l'on parle. N'hésitez pas à éditer cela, vous avez accès à ce document. Dites-nous également ce que vous en pensez.

Pendant l'appel de préparation, nous avons parlé d'à qui s'adressait cette stratégie. C'est une stratégie pour les membres d'AFRALO. C'est pour cela que j'ai mis dans l'introduction cette stratégie pour adopter l'acceptation universelle en Afrique et pour qu'on aide l'adoption en Afrique. Nous avons créé une stratégie pour nous même, on n'est pas là pour créer une stratégie pour autrui.

N'hésitez pas à rebondir sur ces étapes par lesquelles les membres d'AFRALO peuvent aider à l'adoption de l'acceptation universelle en Afrique. On peut changer la vision, les objectifs, les buts, les écoles sur l'éducation, les parties prenantes importantes en Afrique et sur tout le continent, les objectifs principaux. J'ai mis cela sous forme de buts et objectifs : collaboration, soutien technique, ressources, plaidoyer, évaluation. Sous chacun de ces objectifs, j'ai coupé cela pour que ce soit des étapes plus faciles à atteindre, des activités très spécifiques si l'on regarde cela de près, des plus petits buts qui vont vers des objectifs.

On peut avoir des activités très simples qui peuvent être mises en œuvre pour atteindre ces objectifs globaux : identifier les parties prenantes clés en Afrique. La stratégie doit être spécifique à l'Afrique. Organiser des ateliers et des séminaires pour faire prendre conscience des avantages et des critères techniques de l'acceptation universelle ; les membres d'AFRALO

vont effectuer cela. On s'attend également à ce qu'ils travaillent sur la mise en œuvre de ces stratégies. Identifier les parties prenantes clés en Afrique, des études de cas également. On a entendu parler de ces histoires couronnées de succès en Afrique. C'est important de rassembler ces réussites concernant l'Afrique et de les faire connaître. Je crois que c'est important d'être très spécifiques et d'encourager autrui à travailler dans cette voie.

Nous avons la collaboration et les partenariats. Premièrement, cela inclut de partager des informations et au point 1, d'identifier les parties prenantes clés de l'Afrique. Je crois que nous pouvons tous identifier des parties prenantes et on peut effectuer des partenariats. C'est ce que j'ai indiqué, la collaboration régionale avec divers partenaires. Je crois que l'on peut partager ces points de collaboration entre nous, entre les ALS qui existent en Afrique et avec les membres d'AFRALO.

Collaboration entre les membres d'AFRALO, par exemple nous identifions certaines parties prenantes et les ALS peuvent partager les parties prenantes qu'elles ont identifiées. La collaboration, autant que possible, entre membres d'AFRALO, c'est la clé, non seulement pour la sensibilisation, mais également pour le soutien technique.

INTERPRÈTE : L'interprète s'excuse, nous avons des interférences sur la ligne d'Hadia.

HADIA EL MINIAWI : Je pense que nous pourrions être plus efficaces et aller plus vite.

J'ai mis également ici les collaborations au niveau international, identifier des organisations internationales avec lesquelles vous pouvez effectuer des partenariats et utiliser l'effet levier de leur expertise et de leurs ressources. On peut mettre plus de détails à ce niveau. Ce peut être par l'intermédiaire des IGF, lorsque l'on parle des normes également, des différentes organisations internationales qui existent.

Une nouvelle fois, nous avons le soutien technique et la dissémination de l'information, des lignes de conduite techniques, développer et disséminer les lignes de conduite techniques pour la mise en œuvre de l'acceptation universelle associées au contexte africain. La question que je me pose ici, au niveau des lignes de conduite techniques, je ne sais pas s'il y a quelque chose de précis pour le contexte africain. Je ne sais pas si Simon pourrait répondre à cela ou si nous pouvons élaborer à ce sujet.

Également, les outils pour être prêts à l'acceptation universelle, pour voir le développement de logiciels et de différentes

librairies pour l'acceptation universelle. J'ai cru comprendre dans la réponse de Simon qu'il y a des applications qui sont spécifiques aux pays et peut-être que nous pourrions identifier cela au niveau des ALS. Les ALS pourraient faire remonter ces points de ce qui existe dans leur région, dans leur pays. Vous pouvez communiquer avec toutes ces instances.

J'entends de la part de Pasteur Peters. Donc, je ne sais pas si vous voulez parler de politiques, mais nous pouvons prendre des questions.

PASTEUR PETERS : J'aimerais proposer quelque chose au niveau de la stratégie.

HADIA EL MINIAWI : C'est une ébauche de documents.

PASTEUR PETERS : Je n'ai pas été en mesure de travailler sur le document. Je vois qu'on a besoin d'une approche stratégique, en tout cas.

HADIA EL MINIAWI : Répétez la question, s'il vous plaît.

PASTEUR PETERS : Ma suggestion est la suivante. Vous avez indiqué des points qui sont tout à fait solides et sur lesquels nous travaillons sur les partenariats, le soutien technique, le financement, les parties prenantes en Afrique, les personnes avec qui nous devons communiquer. Dans notre pays par exemple, les personnes qui n'ont pas de téléphone portable... Maintenant, les téléphones portables sont partout et c'est comme cela qu'ils ont accès à l'Internet. Les prestataires de télécommunications, Intel et ainsi de suite, font beaucoup de profit en Afrique, au Nigeria particulièrement. Ce sont des acteurs, des parties prenantes que nous pourrions approcher pour un soutien, un soutien technique notamment. Nous devrions communiquer avec ces organismes de télécommunication. Cela nous permettrait d'obtenir des résultats. Voilà ce que je voulais proposer. Comment s'engager avec ces parties prenantes, avec les prestataires de télécommunication d'Afrique ?

HADIA EL MINIAWI : Merci beaucoup, Pasteur Peters. Merci de cette contribution. Je crois qu'on peut maintenant débattre de ce point. On peut prendre en compte le document, l'ébauche du document et cette première partie. On peut apporter des changements au document et on peut débattre de notre prochain appel.

Aujourd'hui, vous avez un lien aux documents qui est à l'ordre du jour. Observez le document, effectuez des changements, des éditions, rajoutez des points qui sont importants et on sera en mesure d'en parler en détail lors de notre prochain appel au mois de mai. Comme je l'ai mentionné, nous avons la Journée de l'acceptation universelle en deux parties : c'était aujourd'hui et nous aurons la deuxième session qui se déroulera au mois de mai.

On est exactement à la fin de notre appel pour aujourd'hui, à moins que vous vouliez rajouter quelque chose. J'aimerais vous remercier beaucoup d'avoir participé aujourd'hui. Merci pour vos contributions, merci de votre participation. Prenez en compte ce document, travaillez sur le document. Merci également à nos rédacteurs qui vont continuer à travailler sur le document. Merci à Malik qui a beaucoup contribué.

Je vais maintenant redonner la parole au personnel pour clore l'appel.

YEŞİM SAĞLAM :

Merci beaucoup, Hadia. Je ne sais pas si vous avez quelque chose à rajouter avant de fermer l'appel.

HADIA EL MINIAWI :

Oui, bonne idée. Un instant, s'il vous plaît. Je vais faire une capture de l'écran. Je ne suis pas en mesure de le faire parce que Zoom a une mise à jour. Un instant, s'il vous plaît. Désolée, je vais faire une capture et je vais mettre même la caméra. Vous pouvez allumer vos caméras pour qu'on puisse vous voir à l'écran. Un instant, s'il vous plaît. Je vais essayer de réarranger un peu mon écran. Je compte : un, deux, trois. Encore une autre photo : un, deux, trois. Très bien.

Merci beaucoup. Merci à toutes et à tous de vous être joints à cet appel. Nous allons lever la séance et on vous souhaite une excellente fin de journée. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]